

Deux Européens sur trois redoutent le démantèlement de l'UE

Seuls 8 % des sondés jugent que la disparition de l'Union « ne serait pas une réelle perte »



En dépit de crises à répétition, deux tiers des Européens garderaient une image positive de l'Union européenne, et s'y disent même attachés. En ces temps de Brexit sans fin, à une semaine des élections européennes, le moral des citoyens des principaux pays de l'UE est cependant en berne au sujet de l'avenir du continent, à en croire la seconde vague, dévoilée jeudi 16 mai, d'un vaste sondage réalisé par l'institut britannique YouGov pour le compte du European Council on Foreign Relations (ECFR).

Les deux tiers des quelque 50 000 personnes interrogées dans quatorze pays – lesquels représentent 80 % des sièges du Parlement de Strasbourg – n'excluent pas l'éventualité d'un démantèlement de l'UE d'ici dix ou vingt ans ; 58 % des Français jugent même cette hypothèse « très probable » ou « assez probable » ; un sentiment partagé par une petite majorité des sondés en Allemagne.

Signe de leur attachement persistant au projet européen ? En cas d'écroulement de l'édifice communautaire, les personnes interrogées redoutent une série de reculs sur le plan de la liberté de circulation, des échanges, du commerce, ou de la protection des droits humains, de l'Etat de droit ou de l'influence des Européens face aux Etats-Unis et à la Chine ; seuls 8 % jugent qu'une telle perspective ne « serait pas une réelle perte ».

Mark Leonard, le directeur de l'ECFR, pointe une forme de « paradoxe » : « Le soutien pour l'appartenance à l'UE n'a jamais été aussi élevé depuis 1983, mais une majorité d'électeurs craint sa disparition. » D'après lui, « le défi pour les partis pro-européens est d'utiliser cette peur de perdre pour mobiliser la majorité silencieuse » afin de contrer les formations eurosceptiques lors du prochain vote. Les partis écologistes, ou centristes, comme la majorité présidentielle en France, se sont engagés dans cette voie, avec des résultats plus ou moins convainquants selon les pays.

D'après cette enquête, c'est donc moins l'euro-scepticisme que le

pessimisme à l'égard des institutions communautaires, comme nationales, qui caractérisent l'état d'esprit des électeurs. Parfois aussi, les deux formes de désenchantement se renforcent pour nourrir soit le vote en faveur des formations radicales, soit une grande volatilité dans l'électorat, soit une forte abstention.

Plus de la moitié des personnes interrogées (58 %) estiment en effet que le système politique est « brisé » dans leur pays – dont 79 % en France et 69 % en Italie. Et un peu moins, 47 % au total, sont de cet avis pour le système politique européen.

L'anxiété économique n'est pas moins forte : davantage que le phénomène migratoire, les personnes sondées mettent en avant les questions de pouvoir d'achat, de logement, de santé ou de chômage parmi les principaux motifs d'inquiétude dans leur pays. Dix ans après le déclenchement de la crise des dettes souveraines et après le naufrage de la Grèce, seules 40 % se disent d'ailleurs « très confiantes » ou « assez confiantes » de voir leurs enfants disposer d'un avenir meilleur que le leur.

Peur du retour de la guerre

Ce sentiment de déclassement est perceptible surtout dans l'ouest du continent, en particulier en Autriche, en France et en Allemagne, même s'il est également présent en Europe centrale, dans des pays comme la Hongrie ou la Pologne, en plein rattrapage économique.

Si l'Europe est largement perçue comme un projet de paix, une part non négligeable des personnes interrogées ont néanmoins peur du retour de la guerre entre les pays de l'UE : ils sont 38 % au total à penser qu'il s'agit d'une « possibilité réaliste », contre 36 % d'un avis opposé, et 20 % sans opinion.

A noter, les clivages entre le nord et le sud ou l'ouest et l'est de l'UE ne sont pas prépondérants à ce sujet. Les Pays-Bas (38 %), l'Autriche, la France (35 %) ou la Pologne et la Hongrie (33 %) sont les plus préoccupés par cette question, loin devant l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie ou le Danemark.

En revanche, « dans les cinq principaux Etats membres, la majorité de ceux qui prévoient de s'abstenir lors des élections européennes et des proportions significatives de ceux qui veulent voter pour des partis antisystème croient que la guerre est possible au sein de l'UE », observe l'ECFR. Plus les sondés partagent les vues des formations pro-européennes, moins cette crainte du retour des conflits sur le continent est vive. ■

PHILIPPE RICARD